



Une newsletter mensuelle

Vol 06 - Numéro 6
Juin 2025

The Bottom Line

SOMMAIRE

Fiscalité Directe **2**

Fiscalité Indirecte **3**

Droit des Sociétés **4**

L'essentiel pour les CFO **5**

Fusions & Acquisitions **5**

Actualités Récentes **6**

Glossaire **7**

À Propos **8**

MÉTRIQUES

Indices

BSE SENSEX	81,451	1.51%	▲
NSE NIFTY50	24,751	1.71%	▲
NASDAQ Composite	19,114	9.56%	▲
NIKKEI 225	37,965	5.33%	▲

Currency

USD/INR	85.53	-1.09%	▼
Euro/INR	97.05	-1.27%	▼
GBP/INR	115.12	-2.08%	▼
JPY/INR	0.59	-0.45%	▼

Note: L'évolution d'un mois sur l'autre au 31 mai 2025 est indiquée en pourcentage.
Source: NSE.com, BSE.com, NASDAQ.com, NIKKEI.com, Investing.com



FISCALITÉ DIRECTE

Circulaires / Notifications

Date limite de dépôt de la déclaration de revenus des particuliers / HUF pour l'exercice 2025-26 prolongée

La date limite de dépôt des déclarations de revenus des particuliers, des HUF ainsi que des sociétés de personnes non soumises à audit, initialement fixée au 31 juillet 2025, a été prolongée jusqu'au 15 septembre 2025. Cette extension a été annoncée en tenant compte des révisions structurelles et également car les crédits issus des déclarations de TDS, dont le dépôt est prévu au 31 mai 2025, devraient commencer à s'afficher début juin. Cette mesure vise à répondre aux préoccupations des contribuables et à leur accorder un délai suffisant pour se conformer aux obligations fiscales.

Circular No. 06 of 2025 dated May 27, 2025

Décisions Judiciaires

Les dépenses engagées pour l'entretien d'une société en liquidation au sein d'un groupe sont déductibles au regard de l'intérêt commercial

Le Tribunal, confirmant la décision du Commissioner Appeals, avait rejeté la déduction des dépenses engagées par le contribuable pour le compte de sa filiale en cours de liquidation, estimant que ces dépenses n'étaient pas nécessaires à l'exploitation de la filiale. La High Court a annulé la décision du Tribunal et a jugé que ces dépenses étaient déductibles, le contribuable détenant une part significative du capital de la filiale. Les dépenses engagées pour préserver la valeur du goodwill rattaché au contribuable ont été considérées comme admissibles en déduction.

Mahindra & Mahindra Ltd. (Bombay High Court)

Les droits préférentiels distincts des actions sont imposables uniquement dans le pays de résidence du vendeur selon la convention fiscale Inde-Arabie Saoudite

Le Tribunal, dans une affaire concernant un contribuable basé en Arabie Saoudite, a jugé que les plus-values provenant du transfert de droits préférentiels ne sont imposables que dans le pays de résidence du vendeur, conformément à la convention fiscale entre l'Inde et l'Arabie Saoudite. Le Tribunal a estimé que les droits préférentiels sont distincts des actions et que leur transfert ne peut être assimilé à une cession d'actions. Cette interprétation renforce le principe d'imposition dans l'État de résidence, évite la double imposition et apporte une clarification utile aux investisseurs étrangers concernant le traitement fiscal des droits préférentiels dans des conventions similaires.

General Organisation for Social Insurance (Mumbai ITAT)

Les pénalités et frais de retard liés au non-respect des termes contractuels sont déductibles

Le contribuable, prestataire de services de construction routière pour des autorités gouvernementales, s'est vu appliquer des déductions sur les factures certifiées en raison de retards dans le démarrage ou l'exécution des travaux. Le contribuable a revendiqué la déductibilité des pénalités et frais de retard en tant que charges professionnelles, ce que l'administration fiscale a refusé. Le Tribunal a jugé que ces pénalités et frais de retard résultaient des clauses contractuelles et relevaient du cours normal des affaires : ils doivent donc être admis en déduction.

Date limite de dépôt de la déclaration de revenus des particuliers / HUF pour l'exercice 2025-26 prolongée

Les droits préférentiels distincts des actions sont imposables uniquement dans le pays de résidence du vendeur

Les dépenses engagées pour l'entretien d'une société en liquidation au sein d'un groupe sont déductibles au regard de l'intérêt commercial

G.L. Construction Pvt. Ltd. (Mumbai ITAT)

L'avantage de la convention fiscale Inde-Chypre accordé sur la cession d'actions lorsque la substance de l'entité est prouvée

Le Tribunal a statué qu'un contribuable basé à Chypre pouvait bénéficier de l'exonération des plus-values prévue par la convention fiscale Inde-Chypre lors de la cession d'actions d'une société indienne. Le contribuable disposait d'un certificat de résidence fiscale (TRC) valide, prenait des décisions clés à Chypre et respectait les réglementations indiennes, y compris le contrôle du SEBI. Par conséquent, il n'a pas été considéré comme une entité écran ou de transit, et les avantages de la convention lui ont été accordés.

Gagil FDI Ltd. (Delhi ITAT)

FISCALITÉ INDIRECTE

Circulaires / Notifications / Communiqués de presse

Changements dans la procédure de demande de remboursement

La procédure de demande de remboursement pour les catégories d'opérations suivantes sera désormais fondée sur une « déclaration par facture » et non plus sur une « déclaration par période fiscale ». Le contribuable pourra ainsi téléverser les factures éligibles et demander le remboursement correspondant :

- i) Exportation de services avec paiement de la taxe
- (ii) Livraisons vers les zones économiques spéciales (SEZ) avec paiement de la taxe
- (iii) Exportations réputées lorsque la demande est déposée par le fournisseur

Advisory dated May 08, 2025

Décisions Judiciaires

Le crédit d'impôt (ITC) applicable sur les biens immobiliers selon le critère de fonctionnalité

La Cour Suprême a rejeté la demande de réexamen déposée par l'administration fiscale contre l'arrêt Safari Retreats, confirmant ainsi l'éligibilité au crédit de taxe sur la construction de biens immobiliers en s'appuyant sur le critère de fonctionnalité.

Safari Retreats Pvt Ltd (Supreme Court of India)

Modalité de paiement du pré-dépôt

La Cour suprême a confirmé la décision de la Haute Cour, laquelle avait statué que le pré-dépôt dans

le cadre d'un appel pouvait être effectué via le crédit figurant au registre électronique.

Yasho Industries Ltd (Supreme Court of India)

Imposition des droits de développement

Lorsqu'un contrat de transfert de droits de développement a été conclu avant la mise en place de la GST, mais que les droits sur la propriété sont nés sous le régime de la GST, ce transfert est imposable au titre de la GST et ne peut être assimilé à une vente de terrain.

Shashi Ranjan Constructions Pvt Ltd (Patna High Court)

Services d'intermédiaire

Les services de support fournis à une société mère étrangère pour l'admission d'étudiants indiens dans des universités étrangères, sans qu'aucune obligation contractuelle n'existe avec les universités ou les étudiants, ne relèvent pas de la définition d'un intermédiaire.

IDP IDP Education India Pvt Ltd (Bombay High Court)

Des services ont été fournis par le requérant pour son propre compte à des clients étrangers dans le cadre d'un « Buying Support Services Agreement », sans facilitation de services par le requérant. En conséquence, le requérant n'a pas été considéré comme un « intermédiaire » et les services ont été qualifiés d'« exportation de services ».

Columbia Sportswear India Sourcing Pvt Ltd (Karnataka High Court)

Publication d'une note d'information sur les changements dans la procédure de demande de remboursement

La Cour Suprême tranche le litige relatif à l'éligibilité au crédit d'impôt sur les biens immobiliers en se fondant sur le critère de fonctionnalité

Le crédit d'impôt non éligible sur les dépenses liées au rachat d'actions

Le crédit d'impôt non éligible sur les dépenses liées au rachat d'actions

Le crédit d'impôt n'est pas éligible sur les dépenses engagées pour le rachat d'actions, les « titres financiers » étant exclus de la définition des biens et des services. Par conséquent, le rachat d'actions ne constitue ni une fourniture de biens ni une prestation de services.

Gujarat Narmada Valley Fertilizers & Chemicals Ltd (AAR Gujarat)



DROIT DES SOCIÉTÉS ET LÉGISLATIONS CONNEXES

Circulaires / Notifications

Modification de la norme Ind AS 21

Les Companies (Indian Accounting Standards) Amendment Rules, 2025 ont été publiées, modifiant la norme Ind AS 21 afin d'aider les entités à évaluer si une devise est échangeable et à estimer le taux de change au comptant lorsqu'une devise ne l'est pas. Des lignes directrices détaillées ont été fournies, y compris les informations à divulguer lorsque la devise n'est pas échangeable.

Ministry of Corporate Affairs Notification dated May 7, 2025

La RBI publie des directives globales pour réguler l'écosystème des prêts numériques en 2025

Les Digital Lending Directions, 2025 visent à promouvoir l'innovation dans le crédit numérique tout en protégeant les intérêts des emprunteurs et en assurant la stabilité financière. Ces directives répondent à des préoccupations telles que l'utilisation abusive de prestataires de services tiers, les atteintes à la confidentialité des données, les méthodes de recouvrement non éthiques et les taux d'intérêt excessifs. Elles consolident les instructions antérieures et introduisent de nouvelles mesures, notamment pour les prestataires de services de prêt opérant avec plusieurs entités réglementées, ainsi que la création d'un répertoire des applications de prêt numérique.

RBI/2025-26/36 DOR.STR.REC.19/21.07.001/2025-26 dated May 8, 2025

Lignes directrices pour le dispositif d'audit interne des infrastructures de marché (MIIs)

La SEBI a défini des règles encadrant le dispositif d'audit interne et la composition du comité d'audit pour les infrastructures de marché (MIIs), y compris les bourses, les chambres de compensation et les dépositaires. La circulaire impose la réalisation d'audits internes annuels couvrant l'ensemble des fonctions des MIIs par des auditeurs indépendants, qui devront rendre compte exclusivement au comité d'audit. Elle précise également les procédures d'audit, les délais et les modalités de reporting. Pour renforcer la gouvernance, les directeurs exécutifs ne pourront pas siéger au comité d'audit, bien que les principaux dirigeants puissent assister aux réunions sans droit de vote. Ces dispositions visent à renforcer la transparence, la gouvernance et la gestion des risques et entreront en

La norme Ind AS 21 a été modifiée pour exiger des informations lorsque la devise n'est pas échangeable

La RBI publie des directives globales pour réguler l'écosystème des prêts numériques en 2025

Lignes directrices pour le dispositif d'audit interne des infrastructures de marché (MIIs)

vigueur 90 jours après la publication de la circulaire.

Circular No. SEBI/HO/MRD/POD 3/P/CIR/2025/69 dated May 19, 2025



L'ESSENTIEL POUR LES CFO

L'Inde publie un projet de taxonomie de la finance climatique pour les activités alignées sur le climat, visant à orienter les capitaux vers une croissance verte

L'IAASB prévoit de retirer la norme ISAE 3410 suite à l'adoption d'une norme globale sur l'assurance de la durabilité

Publication du projet de cadre pour la taxonomie de la finance climatique en Inde

Le projet de cadre pour la Taxonomie de la Finance Climatique de l'Inde a été publié. Cette initiative vise à mobiliser des capitaux en faveur de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique, soutenant l'objectif de neutralité carbone du pays à l'horizon 2070 et la vision d'une Inde développée d'ici 2047. La taxonomie définit les principes et les méthodologies permettant de classer les activités alignées sur le climat, en garantissant la transparence et en limitant les risques d'écoblanchiment. Elle met également l'accent sur l'inclusivité des secteurs tels que les PME, l'énergie, la mobilité, le bâtiment, l'acier, le ciment et l'agriculture. Le projet sera affiné à la suite d'une consultation publique. La taxonomie finale servira de guide aux institutions financières pour orienter les investissements vers une croissance durable et résiliente face au climat.

L'IAASB prévoit de retirer la norme ISAE 3410 suite à l'adoption d'une norme globale sur l'assurance de la durabilité

L'IAASB a approuvé le retrait de la norme ISAE 3410, qui portait sur l'assurance des déclarations relatives aux émissions de gaz à effet de serre. Cette décision s'inscrit dans le cadre de l'introduction de la norme ISSA 5000, une norme globale pour les missions d'assurance en matière de durabilité, adoptée en 2024. L'ISSA 5000 couvre tous types d'informations de durabilité, y compris les émissions de gaz à effet de serre, quel que soit leur format. Elle sera applicable aux périodes de reporting commençant à partir du 15 décembre 2026 ou à toute date ultérieure spécifiée. En conséquence, la norme ISAE 3410 sera retirée à compter de cette même date, afin d'harmoniser et de consolider les normes d'assurance en matière de durabilité.

FUSIONS & ACQUISITIONS

Le financement des startups en Inde atteint un sommet de deux ans au premier trimestre 2025

L'écosystème des startups en Inde montre des signes clairs de reprise, avec des financements atteignant leur plus haut niveau depuis deux ans. Les startups indiennes ont levé 3,7 milliards d'USD au premier trimestre 2025, soit une augmentation de 34,5% par rapport aux 2,75 milliards d'USD enregistrés sur la même période l'année précédente, et une hausse de 9,5% par rapport au dernier trimestre 2024.

Cette reprise des financements s'explique par l'intérêt croissant des investisseurs pour des secteurs tels que l'intelligence artificielle, la fintech, la technologie de la santé et les logiciels d'entreprise. Bangalore a dominé le marché avec 122 opérations représentant plus de 1,4 milliard d'USD, soit près de 38% des financements totaux du trimestre. La progression a été alimentée par des investissements significatifs dans les secteurs de l'IA, de la fintech, de la technologie de la santé et des solutions pour les entreprises.

Les fusions et acquisitions ont également connu une forte progression, avec 45 transactions enregistrées au premier trimestre 2025 - le nombre le plus élevé depuis deux ans - représentant une hausse de 61% par rapport à la même période l'année précédente. Le prix médian d'acquisition a atteint 16,7 millions de dollars, en augmentation de 60,6% par rapport au trimestre précédent. L'Inde se classe désormais au troisième rang mondial en matière de financements de startups fintech, derrière les États-Unis et le Royaume-Uni.

Avec la reprise des financements, les startups devraient désormais se recentrer sur des stratégies de croissance et d'expansion, après près de deux ans de réduction des coûts et de développement prudent. Les résultats du premier trimestre marquent un début d'année prometteur pour l'économie indienne axée sur l'innovation et soulignent la résilience de l'écosystème des startups en Inde. Ils reflètent également la confiance grandissante des investisseurs et un regain d'optimisme quant à la trajectoire de croissance portée par l'innovation dans le pays.

ACTUALITÉS RÉCENTES

Conférence nationale de l'ICAI à Bhubaneswar

7 mai 2025

Ajay Sethi, Baker Tilly ASA India, a prononcé le discours d'ouverture lors de la Conférence nationale de l'ICAI à Bhubaneswar, où il a inspiré plus de 600 experts-comptables sur le thème « Skill Up, Scale Up ».

Comité d'audit interne et de comptabilité de gestion du WIRC pour 2025-26

12 mai 2025

Chintan Nisar, ASA, a été nommé membre du Comité d'audit interne et de comptabilité de gestion du WIRC de l'ICAI pour l'exercice 2025-26.

Les cabinets de services professionnels recherchent des fonds de capital-investissement pour se développer

5 mai 2025

Dans un article récent de Vinod Mahanta intitulé « Les cabinets de services professionnels recherchent des fonds de capital-investissement pour se développer alors que la taille devient une nécessité », publié dans The Economic Times, Ajay Sethi, Baker Tilly ASA India, a partagé son point de vue sur la manière dont les cabinets de services professionnels mobilisent des capitaux de croissance via le capital-investissement pour développer leurs activités.

Aérospatial et Défense - Points d'attention pour les auditeurs

12 mai 2025

Auteurs : Parveen Kumar & Abhishek Babbar, ASA

Cet article analyse les principaux défis comptables du secteur de l'aérospatial et de la défense selon les normes Ind-AS, notamment la reconnaissance des coûts de fabrication et de R&D, le traitement des actifs incorporels à cycle long, l'estimation à achèvement, la comptabilisation des contrats de location, l'évaluation des stocks, la gestion des inventaires MRO et les nouvelles problématiques ESG.

Prix du Leadership RH au HR Leadership Conclave 2025

13 mai 2025

Nitin Arora, Baker Tilly ASA India, a reçu le HR Leadership Award lors du HR Leadership Conclave 2025 organisé à l'Indian Institute of Technology, Delhi.

BW BusinessWorld Tech Leaders Connect 2025

6 mai 2025

Shrikrishna Dikshit, Baker Tilly ASA India, est intervenu lors du BW Tech Leaders Connect 2025 sur le thème de la transformation des entreprises grâce aux technologies. Il a mis en avant le rôle de l'intelligence artificielle, de l'automatisation et de l'analyse des données dans l'amélioration de l'efficacité opérationnelle.

Section 194T : Décryptage des implications TDS pour les sociétés de personnes et leurs associés

6 mai 2025

Auteur : Y Ramakrishnan, ASA

Le Finance (No. 2) Act 2024 a introduit la Section 194T, une nouvelle disposition imposant une retenue à la source de 10% sur

les paiements dépassant 20 000 pendant l'année fiscale, effectués par les sociétés de personnes à leurs associés au titre de salaire, rémunération, prime, commission ou intérêts. Cette nouveauté impacte notamment les flux de trésorerie des associés, particulièrement au regard des nouveaux barèmes fiscaux applicables aux particuliers selon le Finance Act 2025.

Secondement et Établissement stable de services

23 mai 2025

Auteurs : Ameet Baid, Pragya Bansal & Saahil Mehra, ASA

Le secondement désigne une situation où un salarié d'une entité est temporairement affecté à une autre entité. Ce concept est largement utilisé dans le monde par les groupes multinationaux, principalement pour réduire les coûts liés à de nouvelles embauches, mutualiser les ressources humaines entre entités du groupe et maintenir des standards internationaux.

Gérer les enjeux ESG en Inde: Réglementation actuelle et perspectives

13 mai 2025

Auteur : Gaurav Bhatia, Baker Tilly ASA India

L'Inde vit une transformation financière majeure, stimulée par son objectif de neutralité carbone pour 2070. Les critères ESG deviennent centraux dans les politiques, impactant gouvernance, innovation, production, communication et pratiques commerciales des entreprises à tous niveaux.

GLOSSAIRE

DTAA

Double Taxation
Avoidance
Agreement

Ind AS

Indian
Accounting
Standard

MII

Market
Infrastructure
Institution

SEBI

Securities and
Exchange Board
of India

WIRC

Western India
Regional Council

ESG

Environmental,
Social and
Governance

ISSA

International
Standard on
Sustainability
Assurance

MRO

Maintenance,
Repair and
Operations

TDS

Tax Deducted at
Source

GST

Goods & Services
Tax

ISAE

International
Standard on
Assurance
Engagements

MSME

Micro, Small
and Medium
Enterprise

TRC

Tax Residency
Certificate

HR

Human Resource

ITAT

Income Tax
Appellate
Tribunal

PE

Private Equity

HUF

Hindu Undivided
Family

R&D

Research &
Development

IAASB

International
Auditing and
Assurance
Standards Board

ITC

Input Tax Credit

RBI

Reserve Bank of
India

ICAI

Institute of
Chartered
Accountants of
India

ITR

Income Tax
Return

M&A

Mergers &
Acquisitions

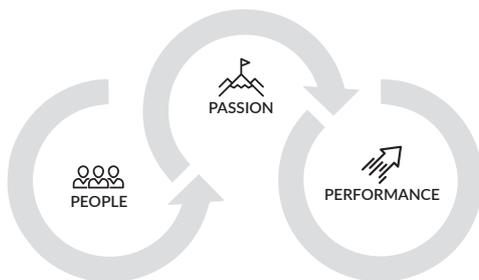
Votre avis nous intéresse.

N'hésitez pas à nous
faire part de vos
commentaires et suggestions
à l'adresse suivante :

french.desk@bakertilly.in

À PROPOS

Un cabinet pluridisciplinaire offrant une gamme complète de services en stratégie d'entreprise, expertise comptable, conseil fiscal ainsi qu'en analyse financière et marketing.



SERVICES

- Comptabilité et soutien aux entreprises
- Assurance
- Conseil aux entreprises
- Automatisation et transformation digitale
- Gestion des risques
- Fiscalité
- Conseil en transactions

Des équipes solidement structurées, spécialisées par domaine, guidées par des professionnels compétents et expérimentés, présents à travers toute l'Inde, afin de garantir un excellent service aux clients.

ACTUELLEMENT POSITIONNÉ DANS LE TOP 10

DES CABINETS DE COMPTABILITÉ ET DE CONSEIL



70 Associés/
Directeurs

6000+
Clients

1200+
Professionnels
en interne

PRÉSENCE MONDIALE



43,000
Employés



700
Bureaux



143
Territoires



\$5.6 Mds
Chiffre d'affaires



Clause de non-responsabilité : Toutes les précautions ont été prises pour s'assurer que les informations contenues dans ce document proviennent de sources fiables et sont exactes. Toutefois, ce document n'a pas vocation à fournir un conseil juridique, fiscal, comptable ou professionnel de quelque nature que ce soit. Il est recommandé de solliciter un avis approprié avant d'entreprendre toute action sur des sujets spécifiques.



Baker Tilly ASA India LLP

New Delhi (Corporate Office)

Aurobindo Tower
81/1 Third Floor Adchini
Aurobindo Marg
New Delhi 110 017, INDIA
T +91 11 4100 9999

Ahmedabad

306 - B, Pinnacle Business Park
Corporate Road, Prahlad Nagar
Ahmedabad, 380 015, INDIA
T + 91 79 4891 5409

Bengaluru

53/B, LOLS Citadel Level 2 & 3
1st Main Road, 3rd Phase
Sarakki Industrial Layout
J P Nagar, Bengaluru 560078, INDIA
T +91 80 4907 9600

Chennai

Unit No. 709 & 710,
7th Floor 'Beta Wing'
Raheja Towers, New Number 177
Anna Salai, Chennai 600 002, INDIA
T +91 44 4904 8200

Gurgaon

Time Square Fourth Floor
Block B, Sushant Lok 1
Gurgaon 122 002, INDIA
T +91 124 4333 100

Hyderabad

Vasavi's MPM Grand
11th Floor, Unit No 1204
Yella Reddy Guda Road, Ameerpet
Hyderabad Telangana 500 073, INDIA
T +91 40 2776 0423

Kochi

Pioneer Tower
207-208 Second Floor, Marine Drive
Kochi 682 031, INDIA
T +91 484 410 9999

Mumbai

Lotus Corporate Park
G-1801 CTS No.185/A
Graham Firth Compound
Western Express Highway, Goregaon East
Mumbai 400 063, INDIA
T +91 22 4921 4000

Affiliés Nationaux

Bhubaneswar, Chandigarh, Pune and
Vishakhapatnam